

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
CITE ADMINISTRATIVE Bâtiment 1 Cours Jean Jaurès
84 905 Avignon

Avignon, le 02/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25 juillet 2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

RE/FERT METAL Apt

4000, Route de Valréas
84 820 Visan

Références : D-0551-2025
Code AIOT : 0006400478

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/07/2025 dans l'établissement RE/FERT METAL Apt implanté Le Chêne, RD201 84 400 Apt. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RE/FERT METAL Apt
- Le Chêne, RD201 84400 Apt
- Code AIOT : 0006400478
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société FERT RECYCLAGE exploite une installation de transit, regroupement et tri de déchets métalliques non dangereux et de déchets contenant des substances dangereuses sur la commune d'Apt.

L'activité exercée relève de l'enregistrement au titre des rubriques 2713 et 2718 de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE). Cette activité est autorisée par l'arrêté préfectoral du 15 mai 2006 modifié, anciennement pour la société LAVAGNE SARL, reprise par la société FERT DÉMOLITION en janvier 2015, devenu FERT RECYCLAGE en septembre 2024 suite à la fusion juridique de différentes entreprises.

Le site fonctionne en journée et reçoit les déchets produits dans le Vaucluse uniquement, puis les expédie à l'échelle nationale, voire européenne ; 2 agents sont présents sur site en permanence durant les heures ouvrables.

Un système de télésurveillance a été installé, suite à un vol de ferrailles en janvier 2025. L'exploitant est averti par ce système en cas d'intrusion sur le site, y compris hors heures ouvrables.

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle, sachant que la dernière visite a eu lieu le 24 juin 2020.

Les thèmes de visite d'inspection retenus sont les suivants :

- Situation administrative
- Rejets aqueux
- Risque incendie
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,..

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Mesures périodiques	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 20	Demande d'action corrective	2 mois
3	Bâtiments et locaux	Arrêté Préfectoral du 15/05/2006, article 7.2.5.	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Entreposage des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 11/01/2013, article 2	Sans objet
4	Procédure d'information préalable à l'admission des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La situation administrative du site n'a pas été modifiée depuis la dernière inspection, en date du 24 juin 2020. L'Inspection adresse à l'exploitant une lettre de suite préfectorale concernant les 3 constats suivants :

- Les analyses périodiques des rejets aqueux du site sont réalisées annuellement et les concentrations sont conformes aux valeurs limites d'émission réglementaires, mais l'exploitant n'a pas connaissance pour certaines substances non analysées (cyanures, HAP et phénols) de la possibilité qu'elles soient présentes dans les rejets aqueux.
- La superficie du bâtiment est susceptible d'excéder 300 m², et par extension celui-ci pourrait avoir l'obligation d'être équipé d'un système de désenfumage.
- Les informations réglementaires et pertinentes relatives aux déchets entrants sur le site sont inscrites sur un logiciel pour permettre leur réception. Les déchets sont entreposés conformément aux règles en vigueur, hormis des indications de catégorie absentes pour certaines bennes ou emplacement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2013, article 2						
Thème(s) : Situation administrative						
Prescription contrôlée : Le tableau 1.2.1 de l'arrêté préfectoral n°53 du 15 mai 2006 (codification) est remplacé par le tableau suivant :						
Rubrique	Régime *	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Volume autorisé
2713	A	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712.		Surface dédiée	> 1000 m ²	3000 m ²
2718	A	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant des substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 1313, 2710, 2711, 2712, 2717 et 2719.	Collecte de batterie	Quantité de déchets susceptible d'être présente	> 1 tonne	28 tonnes
* A : autorisation						
Constats : Le site est exploité sur la parcelle cadastrale n°412 de la section CM. Lors de la visite d'inspection du 24 juin 2020, l'Inspection des Installations Classées avait constaté la modification de la rubrique 2713 par décret N°2018-458 du 06 juin 2018. Plus précisément, le site passait du seuil de l'autorisation à celui de l'enregistrement pour cette rubrique. L'Inspection avait demandé à l'exploitant de faire une demande de bénéfice des droits acquis au titre de l'article L.513-1 du Code de l'environnement. Par courrier du 1 ^{er} décembre 2020, l'exploitant a transmis la demande susmentionnée. Seule la rubrique 2713-1 apparaît dans ce courrier. Le jour de l'inspection, l'exploitant précise que c'est un oubli de sa part et confirme que l'activité de stockage de batteries au plomb est toujours en cours sur son site, sous la rubrique 2718. L'Inspection confirme que la demande de bénéfice des droits acquis n'est pas nécessaire, car cela concerne les activités qui n'étaient pas encore connus du préfet lors de la modification de la nomenclature.						

L'exploitant indique que la quantité de déchets dangereux stockée, autorisée à 28 tonnes dans l'arrêté préfectoral du 11 janvier 2013, est la quantité maximale susceptible d'être présente sur site, mais généralement elle n'excède pas 21 ou 22 tonnes et cette quantité est de 11 tonnes en moyenne.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mesures périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 20
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>Arrêté du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711, 2713, 2714 ou 2716 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement</i></p> <p>Une mesure des concentrations des différents polluants visés aux articles 17 et 18 est effectuée au moins tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. Les polluants qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues au présent article.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'arrêté ministériel du 6 juin 2018 fournit dans son article 17 une liste de substances dont l'analyse des rejets aqueux doit être faite selon le secteur d'activité.</p> <p>La base de données « BD ActiviPoll » du Bureau des Ressources Géologiques et Minières (BRGM) établit une liste des substances polluantes susceptibles d'être émises par secteur d'activité. Pour les déchets dangereux et non dangereux (codes E38.11Z et E38.12Z sur la BD ActiviPoll), les substances qui sont susceptibles d'être émises selon le BRGM au regard de l'activité de l'exploitant sont les suivantes : métaux (As, Cd, Cr total, Cu, Hg, Ni, Pb et Zn), cyanures libres, HAP, Indice phénols, hydrocarbures.</p> <p>L'exploitant a montré le jour de l'inspection les résultats d'analyse de 2023 et 2024 pour les substances suivantes : As, Cd, Cr total, Cu, Hg, Ni, Pb, Zn et hydrocarbures. Les concentrations sont inférieures aux valeurs limites d'émission fixées par l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 pour chacune de ces substances.</p> <p>La société Eurofins réalise le prélèvement et la société FAP effectue l'analyse.</p> <p>L'Inspection constate que les cyanures libres, les HAP et l'indice phénols ne figurent pas dans les analyses et l'exploitant confirme ne pas les faire analyser.</p> <p>Il indique avoir procédé à l'analyse pour 2025 et être en attente des résultats.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de mener un travail de recherche sous 2 mois, afin de déterminer si les déchets reçus sont susceptibles de conduire à l'émission de cyanures, de HAP et de phénols.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Bâtiments et locaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2006, article 7.2.5.
Thème(s) : Risques accidentels, Circulation / désenfumage
Prescription contrôlée : [...] À l'intérieur des ateliers, les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre. [...] Les locaux ayant une surface supérieure à 300 m ² doivent être équipés d'un système de désenfumage totalisant une surface au moins égale à 1 % de la surface totale. La commande de ce système doit être visible et accessible près de l'accès principal.
Constats : Le jour de l'inspection, il a été constaté que les allées, à l'intérieur du bâtiment, mais aussi à l'extérieur sur le site étaient dégagées de façon à faciliter la circulation et l'évacuation du personnel, ainsi que l'intervention des services d'incendie et de secours. (Annexe 1). Par prise de vue aérienne sur le site Géoportail (Annexe 2), le bâtiment a une superficie évaluée à 296 m ² . Ainsi, elle approche les 300 m ² et est susceptible de les atteindre, voire de les excéder. Actuellement, le bâtiment n'est pas équipé d'un système de désenfumage.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de fournir à l'Inspection la superficie exacte du bâtiment sous 1 mois .
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Procédure d'information préalable à l'admission des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13
Thème(s) : Risques chroniques
Prescription contrôlée : [...] II. - Procédure d'information préalable Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant demande au producteur du déchet, à la (ou aux) collectivité (s) de collecte ou au détenteur une information préalable qui contient les éléments ci-dessous. Elle consiste à caractériser globalement le déchet en rassemblant toutes les informations destinées à montrer qu'il remplit les critères d'acceptation dans une installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation. Si nécessaire, l'exploitant sollicite des informations complémentaires. a) Informations à fournir : <ul style="list-style-type: none">- source (producteur) et origine géographique du déchet ;- informations concernant le processus de production du déchet (description et caractéristiques des matières premières et des produits) ;- données concernant la composition du déchet dont notamment les constituants principaux (nature physique et chimique) et son comportement à la lixiviation, le cas échéant ;- apparence du déchet (odeur, couleur, apparence physique) ;- code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;- en cas d'un déchet relevant d'une entrée miroir, éléments justifiant l'absence de caractère dangereux ;- résultats du contrôle de radioactivité pour les déchets susceptibles d'en émettre, si le contrôle

est effectué en amont de son admission sur le site de l'installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation ;

- au besoin, précautions supplémentaires à prendre au niveau de l'installation de transit, regroupement ou tri.[...]

Constats :

L'exploitant renseigne les informations relatives à l'apport de déchets sur le site via le logiciel Demogest.

L'entrée des déchets sur site est d'ailleurs conditionnée par le renseignement des informations sur ce logiciel. L'exploitant précise que ce sont essentiellement des particuliers qui apportent de la ferraille au site et quelques professionnels (artisans plombiers, électriciens, maçons, etc).

L'exploitant a montré un exemple de renseignement sur le logiciel le jour de l'inspection.

L'exploitant renseigne dans le logiciel :

- la désignation du déchet ;
- la quantité de déchet apportée ;
- la date d'achat du déchet ;
- le fournisseur, son adresse et l'immatriculation de son véhicule ;
- le code déchets ;
- le devenir du déchet.

L'exploitant ne renseigne pas dans le logiciel :

- le processus de production du déchet ;
- la nature chimique du déchet et son comportement à la lixiviation ;
- l'apparence du déchet.

L'exploitant indique ne pas recevoir d'entrée miroir, c'est-à-dire de mélange de déchets dangereux et non dangereux. Ceci a été constaté le jour de l'inspection, car les batteries sont les seuls déchets dangereux stockés sur site et elles sont entreposées dans un compartiment prévu à cet effet et séparées des autres catégories de déchets. Aucun déchet radioactif n'est reçu sur site, il s'agit uniquement de ferrailles et batteries.

Au vu de l'activité du site, des apports de déchets (ferrailles et batteries apportées par des particuliers et des artisans) et des conditions de stockage (cf. point de contrôle n°5), il ne paraît ni indispensable, ni pertinent que le processus de production du déchet, sa nature chimique, son apparence et son comportement à la lixiviation soient renseignés sur le logiciel.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Entreposage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13

Thème(s) : Risques chroniques

Prescription contrôlée : [...]

IV. - Entreposage des déchets

Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple).

En complément du registre prévu à l'article R. 541-43 du code de l'environnement, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation. Cette comptabilité des stocks peut

être réalisée par différence à partir des bons de pesée établis en entrée et en sortie du site ou par tout autre moyen équivalent défini par l'exploitant. L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour, au moins de manière quotidienne. Un bilan annuel est tenu à disposition de l'inspection des installations classées indiquant nominativement la liste des sites destinataires des déchets. La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres.

[...]

Les zones d'entreposage et de manipulation des produits ou déchets sont couvertes lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer :

- la dégradation des produits ou déchets gérés sur l'installation, rendant plus difficile leur utilisation, valorisation ou élimination appropriée, par exemple via l'infiltration d'eau dans la laine de verre et les mousses des déchets d'équipements électriques et électroniques ;
- l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie.[...]

Constats :

Lors de leur réception, les déchets sont déjà triés par les particuliers et les artisans. L'exploitant explique qu'ils sont ensuite classés par catégorie puis entreposés dans des bacs, des bennes ou des espaces imperméabilisés prévus à cet effet. Les batteries sont entreposées dans deux bennes à côté du bâtiment, couvertes par une toiture (Annexe 1). Ceci a été constaté par l'Inspection. D'autre part, il a été observé que les catégories de déchets sont globalement bien indiquées, tant à l'intérieur du bâtiment qu'en extérieur. Toutefois, quelques emplacements ou bennes ne présentent pas d'indication sur la catégorie de déchet, bien que l'exploitant la connaisse (Annexe 1). Les hauteurs de déchets entreposés n'excèdent pas 3 mètres.

L'exploitant précise que la saison estivale est une période peu dynamique en termes de réception de déchets. Ils ne sont pas entreposés pour la même durée, selon leur catégorie. Cette durée peut être d'un mois pour la fonte et d'une semaine pour d'autres catégories par exemple.

La comptabilité des stocks de déchets peut être connue à l'instant t puisque les entrées et les sorties figurent nécessairement sur le logiciel Demogest. Ainsi, à partir de ce logiciel, il est possible d'avoir une comptabilité par matière. Une évaluation dite « visuelle » est également effectuée, par pesée des bacs contenant les déchets. Un inventaire est réalisé à l'échelle mensuelle sous forme de tableur. De même, un bilan annuel est également obtenu et fait figurer les destinataires des déchets.

Le jour de l'inspection, il a été constaté la présence d'un bac type GRV vide avec une fiche mentionnant « peroxyde d'hydrogène » et une fiche faisant figurer les pictogrammes « comburant » et « corrosif » (Annexe 1). L'exploitant n'a pas su expliquer la présence de ce bac.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant d'ajouter l'indication de la catégorie de déchets pour les bennes et emplacements où elle est absente **sous 1 mois**.

Il lui est également demandé de justifier qu'il peut entreposer le bac GRV sus-mentionné. Il devra en informer l'inspection **sous 1 mois**.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

Annexe 1 : Planche photographique du site



Annexe 2 : Photographie aérienne du site et mesure de la superficie du bâtiment (Géoportail)

